



Cahiers de la Méditerranée

67 | 2003

Du cosmopolitisme en Méditerranée

Le cosmopolitisme dans la régence de Tunis à la fin du XVIII^e siècle à travers le témoignage des espagnols

Maria Ghazali



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/125>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2003

Pagination : 85-110

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Maria Ghazali, « Le cosmopolitisme dans la régence de Tunis à la fin du XVIII^e siècle à travers le témoignage des espagnols », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 67 | 2003, mis en ligne le 25 juillet 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/125>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Le cosmopolitisme dans la régence de Tunis à la fin du XVIII^e siècle à travers le témoignage des espagnols

Maria Ghazali

- 1 Maures¹, Turcs², *kulughlis*³, renégats, Juifs, Grecs, esclaves chrétiens, commerçants et représentants des grandes puissances européennes ou autres : voilà la composition de la population de Tunis à la fin du XVIII^e siècle. Parmi eux, quelques Espagnols membres du personnel consulaire, dont le rôle est à la fois politique et économique puisqu'il s'agit d'obtenir la signature d'un traité de paix mettant un terme à la course et favorisant les échanges commerciaux, et quelques trinitaires chargés de la rédemption d'esclaves pris en mer ou lors d'incursions terrestres et qui sont à la tête d'un hôpital.
- 2 C'est à travers leurs témoignages, présents dans de nombreux rapports et dans une abondante correspondance avec leurs autorités de tutelle, que nous appréhendons la situation de la Régence⁴.
- 3 A la connaissance de ses structures ethniques et sociales, du fonctionnement de son système politique et des potentialités économiques qu'elle représente, notamment pour les étrangers, s'ajoute celle des différentes communautés étrangères. Mais, le plus grand intérêt de ces écrits réside sans nul doute dans le fait qu'ils nous renseignent sur les comportements et les mentalités, tant des autochtones que des étrangers. Et parmi ces derniers, des Espagnols eux-mêmes, puisque c'est à travers le regard qu'ils portent sur les autres et les différents avis qu'ils émettent sur telle ou telle situation que nous comprenons mieux leur pensée et leur politique.
- 4 Afin d'analyser la nature, la portée et, comme nous le verrons aussi, les limites du cosmopolitisme qui existe dans la Régence de Tunis à cette époque-là, nous essaierons, en premier lieu, de faire le point sur les différentes communautés ethniques et voir quelles étaient les relations qui pouvaient s'établir entre certains de leurs membres, nous tenterons, ensuite, d'analyser les raisons de leur présence.

I – Etat des lieux du cosmopolitismeUn cosmopolitisme d'Etat : Maures, Turcs et *kulughlis*

- 5 Province de l'Empire ottoman depuis 1574,⁵ à la population autochtone maure sont venus s'ajouter des Turcs : membres du gouvernement d'une part, mais aussi janissaires, se distribuant entre garnisons des places fortes situées sur les côtes ou à l'intérieur des terres, la *mahalla*, camp volant qui, deux fois l'an, au début de l'été dans le nord, et au début de l'hiver dans le sud, va lever les impôts, et, enfin, navires corsaires. Ces Turcs, après avoir occupé des fonctions administratives ou militaires, ne sont pas tous repartis : certains se sont installés dans le pays, ont épousé des femmes maures, et donné naissance à des *kulughlis*, qui ont bientôt formé une classe sociale intermédiaire entre celle des Turcs et des Maures.
- 6 Avec Husayn Ben Ali (1705-1740), s'installe à Tunis une monarchie héréditaire *kulughlie*⁶, et le bey⁷, même s'il reconnaît la suzeraineté de la Sublime Porte, règne en souverain indépendant et concentre entre ses mains tous les pouvoirs. Depuis lors, il gouverne avec le concours d'un petit nombre de hauts dignitaires qu'il choisit parmi ses *mamlûks*.⁸ Si les Turcs sont toujours présents, notamment dans la milice des janissaires régulièrement renouvelée par des recrues venues du Levant, leur nombre, et surtout leur pouvoir au niveau du gouvernement, est considérablement réduit sous Hammûda Ben Alî (1782-1814). C'est ce que nous confirme un document anonyme en français (Questions sur Tunis, 1788)⁹ :
- « Le souvenir des malheurs passés, le spectacle des troubles d'Alger, ont trop appris aux Tunisiens à quel point il faut se méfier de l'esprit inquiet et remuant des Turcs, pour les admettre dans le gouvernement; aussi, les beys ont-ils peu à peu cherché à abolir l'Autorité qu'ils avaient usurpée : ils se sont attachés à les éloigner des places importantes de l'administration, réservées aux indigènes et aux Géorgiens, et à ne leur laisser absolument que celles qui n'ont plus qu'une ombre d'autorité. »
- 7 Quant au nombre de Turcs faisant partie des troupes entretenues par le bey, sur 20.000 hommes représentant l'ancienne milice, il n'y en a que 5.000,¹⁰ les autres étant des *kulughlis* et des *mamluks*. Les recrues en provenance du Levant reçoivent environ deux sols et demi par jour « *qui ne peuvent suffire : ce qui fait qu'ils sont assassins, voleurs, et toutes les fois qu'ils le peuvent impunément.* » Leur solde augmente tous les trois ans d'environ de deux sols par jour, jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à avoir une paye d'environ dix-huit sols par jour. S'ils ont quelque argent, ils peuvent acheter une augmentation de paye.
- 8 Les *kulughlis* sont sur le même pied d'égalité que les Turcs. Ils sont inscrits dès leur naissance dans le livre des soldats, et ont environ six sols par jour jusqu'à ce qu'ils soient en état de porter les armes. Ils se présentent alors et on leur donne la paye, s'ils sont bien confirmés; autrement, ils sont renvoyés avec une solde d'un sol par jour pendant toute leur vie sans être obligés à aucun service militaire. « *Ils sont d'une caste privilégiée à celle des Maures et des Arabes*¹¹. »
- 9 Les *mamluks* sont, pour leur part, essentiellement destinés à la garde rapprochée du bey, divisée en deux compagnies d'environ 25 hommes.
- 10 Près de la moitié des soldats (donc environ 10.000) sont à Tunis, où ils sont répartis entre la garnison de la ville et le camp; les autres étant sur les frontières (Tabarka, Bizerte, Porto Farina, La Goulette, Kélibia, Hammamet, Mahdia, Gafsa, Jerba). Si l'on considère que la population de Tunis est d'environ 130.000 habitants en 1788, le taux de militaires est de 7,6%. Le reste de la population est, pour 90%, constitué de Maures travaillant dans tous les secteurs de l'économie d'une ville marchande et portuaire :
- « Le commerce y attire tous les jours de nouveaux habitants qui augmenteraient de manière à la rendre la plus peuplée et la plus opulente ville de Barbarie, si le

Gouvernement donnait plus de facilités aux commerçants et cultivateurs : les premiers sujets tunisiens payent le 11% sur les marchandises, tandis que les Européens ne payent que le 3%. »

Un cosmopolitisme d'intérêts politiques et commerciaux : Européens, Juifs et Grecs

- 11 Nous l'avons dit le nombre d'Espagnols à la fin du XVIII^e siècle ne devait guère dépasser la douzaine d'individus. Les autres communautés européennes présentaient plus ou moins les mêmes caractéristiques, et il n'y avait à l'époque que la France pour avoir un nombre supérieur de ressortissants, grâce à l'ancienneté de la signature de ses traités de paix, datant tous du XVII^e siècle, et à l'établissement de maisons de commerce.¹²
- 12 Bien que ces communautés étrangères fussent établies pour l'essentiel dans la capitale, il y avait aussi quelques éléments présents dans les grandes villes côtières. Ainsi, c'est dans la capitale que sont installés 1.500 chrétiens, y compris les maisons consulaires placées sous la protection du Bey.
- 13 Sinon, Bizerte n'enregistre qu'une douzaine de familles chrétiennes pour une population comprise de 8 à 10.000 habitants ; Porto Farina, qui n'a guère plus de 2.000 habitants, a entre 20 et 30 chrétiens francs, une centaine d'autres étant des esclaves du gouvernement, puisque c'est dans ce port qu'il tient son arsenal, toutes ses forces maritimes et qu'il arme ses corsaires ; Soliman (8.000 hab.), Monastir (12.000 hab.), Sfax (15.000 hab.) ou Jerba (40.000 hab.), n'ont aucune présence chrétienne fixe si ce n'est au moment de faire des achats ou de recevoir des marchandises; seule, la ville de Sousse a 5 ou 6 facteurs chrétiens établis toute l'année.
- 14 C'est dire si, à l'époque, la présence européenne est infime, puisqu'elle n'est guère supérieure à 1% de la population. Les Grecs - *» placés sous la protection anglaise, et libres de pratiquer leur culte* » -, sont également peu nombreux, puisqu'on n'en compte qu'une centaine. Par contre, la communauté juive est importante : aux 30.000 familles originaires du pays, sont venus s'ajouter 1.000 juifs¹³ de Livourne pour pratiquer le commerce et le change.
- 15 Si presque la moitié d'entre eux est établie à Tunis, puisqu'il y aurait 12.000 familles dans la capitale, les autres sont installés ailleurs dans la Régence, notamment dans les grandes villes commerçantes : en premier lieu Sfax avec 1.000 juifs qui l'habitent, Jerba qui compte 150 familles, Monastir et Sousse avec environ 50 familles chacune, Porto Farina où il y a une cinquantaine de juifs, et, enfin, Bizerte où *« les Juifs sont, nous dit-on, en grand nombre pour y acheter les denrées et en qualité de facteurs des commerçants européens et autres. »*
- 16 Car, le commerce dans les Régences est le fait des Juifs, les Maures ne s'aventurant que très rarement dans ce secteur, surtout lorsqu'il s'agit de commerce international. C'est ce qu'Hammouda Bey avoue au chargé d'affaires espagnol,¹⁴ à l'époque des négociations de paix, quand ce dernier lui présente tous les avantages que les Tunisiens retireraient s'ils se rendaient eux-mêmes en Espagne pour faire du commerce :

« Il savait qu'aucun d'entre eux n'irait y faire du négoce, car il ne leur était pas permis de sortir la valeur de leurs biens en argent et que, de plus, ils ne trouveraient pas où l'employer, qu'ils n'y entendaient rien à la banque ni aux lettres de change, que, même s'ils s'y connaissaient, ils ne le feraient pas parce qu'on y perd beaucoup, et que ce n'était pas le moyen adapté pour étendre le commerce de ses sujets en Espagne. »
- 17 Cette prépondérance des juifs dans le secteur commercial explique en grande partie pourquoi le Bey les défendait et protégeait tout particulièrement leurs intérêts. C'est ce que nous rappelle à diverses reprises le consul d'Espagne. En voici un exemple.

- 18 En mars 1793,¹⁵ un bateau espagnol appartenant à un mahonais, Rafael Vandrell, est affrété par un commerçant juif tunisien, pour transporter un chargement de blé pour Livourne. Pendant son voyage, il est intercepté par un corsaire français qui s'en empare et l'emporte jusqu'à Toulon, où peu de temps après est vendue la cargaison. Dès que le commerçant juif apprend la nouvelle, il se plaint auprès du Bey, qui, à son tour, fait venir le consul de France pour exiger que son sujet soit dédommagé de tous les préjudices causés.
- 19 Malgré l'intervention du consul, doublée d'une lettre personnelle du Bey au ministre français, les autorités françaises font la sourde oreille. Le Bey donne alors l'ordre de mettre en vente dans le port de Tunis un chargement de coton d'une prise anglaise effectuée sur les Français, de verser sur-le-champ 50.000 piastres au négociant juif et de mettre en dépôt le reste de l'argent jusqu'à ce que l'on connaisse exactement le prix de la charge de blé qu'il exportait jusqu'à Livourne.
Un cosmopolitisme portuaire et corsaire : marchands, raïs¹⁶, marins, esclaves, déserteurs et renégats
- 20 Comme dans tous les autres ports de la Méditerranée, notamment ceux des Régences, s'entremêlent des hommes de toutes conditions et nationalités, puisque c'est là que l'on vend et que l'on achète aux enchères le produit de la course (marchandises, mais aussi hommes), que l'on enrôle des équipages formés de marins de toutes origines, que l'on affrète des bateaux de tous pays (notamment ceux battant pavillon neutre lors des conflits) pour les charger en denrées en partance pour tous les ports de la Méditerranée.
- 21 Le consul d'Espagne intervient souvent au niveau du port et de ce qui s'y passe. Son rôle est non seulement de faciliter le commerce de ses nationaux, quand ils viennent pour charger leurs bâtiments en blé et en légumineuses ou encore quand ils achètent la cargaison d'une prise corsaire avec l'intention de l'expédier vers l'Espagne¹⁷, mais aussi de faire libérer ses compatriotes lorsqu'ils sont pris par les corsaires sur des vaisseaux ennemis. Voyons un cas précis qui nous éclairera sur les pratiques portuaires et corsaires.
- 22 Antonio Ramírez, originaire de Ronda, s'embarque à Gênes sur un bateau vénitien pris en mer par un corsaire tunisien.¹⁸ Lors de l'assaut, il perd ses papiers et son passeport. Susceptible de tomber en esclavage, les diplomates espagnols le réclament aux autorités tunisiennes qui le leur remettent. Comme le raïs et son second doivent passer à Alger pour régler un litige concernant une autre prise vénitienne qu'ils ont laissée dans le port de Bône, le consul intervient pour qu'ils embarquent sur un bateau espagnol arrivé depuis peu à Tunis et qui doit se rendre là-bas.
- 23 Le corsaire tunisien aurait non seulement fait la prise en eaux algériennes, mais il se serait fait passer pour algérien, donc ami des Vénitiens, pour faire croire au capitaine qu'il s'agissait d'un simple arraisonnement. De plus, le bateau vénitien qui se dirigeait vers Alger était rempli de marchandises pour les juifs d'Alger. Cette configuration fait dire aux Espagnols que la prise sera certainement déclarée « mauvaise »¹⁹. Alger a immédiatement sommé Tunis de rendre la liberté à l'équipage vénitien et de lui remettre son bateau.
- 24 Cet exemple est riche en renseignements : il nous montre l'émulation entre corsaires, le désir d'indépendance des Tunisiens vis-à-vis des Algériens, la collaboration, enfin, entre les Espagnols et les Tunisiens et, à travers celle-ci, le rapport d'intérêts, mais sans doute aussi de force, qui s'instaure entre les représentations diplomatiques et les Régences.

- 25 Parmi tous les hommes que l'on rencontre à un moment ou à un autre à Tunis, il est une catégorie qui intéresse, voire qui inquiète, les chrétiens de la place, et plus spécifiquement les Espagnols, ce sont les renégats, car les cas d'apostasie semblent être très fréquents. C'est du moins le sentiment qu'exprime en 1787 Don Manuel Ventura Buzarán :

« Une frégate hollandaise, appelée La Jason, qui apportait 100 quintaux de poudre à canon pour les Tunisiens, est repartie le 8 octobre, en laissant à Tunis un tambour qui a renié, séduit par un autre renégat français. » *Et le diplomate espagnol d'ajouter :*
« Il est très dangereux de laisser descendre l'équipage à terre, car des cas comme celui-ci, sont très fréquents. »²⁰

- 26 D'ailleurs, de façon récurrente, les documents font allusion à de tels événements. Ainsi, par exemple, le 28 août 1785,²¹ le père Lorenzo Martínez, administrateur de l'hôpital espagnol des trinitaires, répondant à la question posée par le consul de Hollande (Arnold Henri Nyssen) lui fait savoir que, « *sur les deux esclaves espagnols venus d'Oran, qu'on lui a amenés à l'hôpital, l'un d'eux a renié.* »

- 27 Autre cas encore, celui relaté par le consul d'Espagne dans une lettre du 5 octobre 1793 :

« Voilà quelques jours, que se sont présentés à moi deux pauvres malheureux, qui avaient eu la grande infortune d'être faits prisonniers lors d'une sortie de Ceuta contre les Maures marocains. L'un d'eux s'appelle Hurtado Migalete et l'autre Herman Picart, et ils étaient, selon leurs dires, grenadiers du nombre de ladite place. Ils ont été capturés et emportés vers l'intérieur des terres, d'où ils ont pu s'échapper, et, après quatre mois d'un voyage éprouvant où ils ont supporté mille calamités, ils sont arrivés à Tunis. J'ai prévenu le Premier ministre, Mustapha Khodja, qui a lui-même informé le Bey, et celui-ci les a envoyés chercher par des serviteurs qui les ont emmenés au Bardo pour leur faire passer une visite afin de vérifier s'ils avaient renié. Comme ils les ont trouvés entiers, ils me les ont rendus.²²
Il s'agirait maintenant de les faire passer dans l'armée du Roussillon. »

- 28 Comme il apparaît à travers ces témoignages, les renégats étaient soit des esclaves qui pour recouvrer leur liberté choisissaient de renier, soit des déserteurs qui, pour échapper à leur dure condition de soldat, préféraient passer à l'ennemi. La question qui se pose, et à laquelle il est difficile de répondre faute de témoignages directs, est de savoir combien apostasiaient par conviction religieuse.

- 29 A Tunis, les renégats se mettaient au service de l'Etat, et on les retrouve dans la garde rapprochée du Bey, dans toutes les activités corsaires ou encore comme interprète-accompagnateur. Tel est le cas de ce renégat andalou, que le Bey envoie aux devants de Don Pedro Suchita, venu négocier une trêve qui s'achève en avril 1787.²³

- 30 Comme le diplomate arrive sur un brigantin de guerre espagnol dans la rade de Tunis et avertit le Bey de sa venue, ce dernier délègue un renégat andalou et le charge de l'accompagner jusqu'au château de Schikli, qui se trouve au beau milieu de la lagune entre le fort de la Goulette et Tunis, pour y faire dix jours de quarantaine (entre le 5 et le 15 mars 1787).

II – Raisons du cosmopolitisme De la nécessité politique et économique de faire la paix

- 31 Un document espagnol,²⁴ anonyme et non daté -mais obligatoirement antérieur aux traités de paix signés entre les Régences d'Afrique du Nord et l'Espagne (Tripoli, 1784; Alger, 1786; Tunis, 1791)-, présente les raisons pour lesquelles il est indispensable de faire la paix. Son titre a lui seul nous renseigne sur son contenu :

« Avis fondé sur la nécessité politique qu'a la monarchie d'établir la paix avec les Africains, principalement les Algériens, aussi bien à cause des préjudices qu'elle

subit dans la guerre que des avantages dont elle est privée, et opinion sur la façon de procéder dans la négociation pour atteindre le but sans affront pour Sa Majesté »

- 32 Dès le départ, l'auteur de ce rapport est conscient du fait que pour les Espagnols faire la paix avec les Maghrébins est plus difficile que pour les autres pays de la Méditerranée. Ces derniers n'ont qu'à considérer les préjudices causés à leur nation par la guerre, et tous les avantages à retirer de la paix, pour prendre une décision politique judicieuse. Pour les Espagnols, la situation est plus délicate car ils ont à surmonter des réticences d'ordre psychologique, à cause, nous dit-on, « *de l'horreur dont ils ont hérité de leurs ancêtres vis-à-vis des mahométans qui les ont dominés pendant huit siècles, et pour divers incidents postérieurs se rattachant à la religion.* » L'auteur analyse ensuite la situation et présente en quatre points les problèmes et les avantages qui résulteraient d'une paix signée entre l'Espagne et ses voisins africains.
- 33 En premier lieu, l'auteur se réfère à la situation géographique de l'Espagne et de ses côtes, en face de celles de l'Afrique, et fait état des préjudices pour sa population et son agriculture d'une guerre avec les Algériens.

« Les côtes espagnoles s'étendent, en effet, en Méditerranée sur 800 lieues et la distance qui les sépare de celles de l'Afrique va de 10 à 60 lieues. De plus, les provinces côtières sont les plus riches et les plus fructifères de toute la Péninsule ibérique dans leur production naturelle, et c'est pour cette raison qu'elles ont le plus souffert des incursions et prises faites par les Maures.

C'est par peur de ces attaques violentes et soudaines que l'on n'a pas pu cultiver la côte, et, encore, certains lieux et terrains abandonnés entre 1703 et 1732, quand Oran était passé sous domination des Maures, n'ont pas été à ce jour repeuplés. Les corsaires sortaient de Mers El-Kébir l'après-midi, débarquaient la nuit venue, faisaient leurs razzias, et, avant l'aube, ils étaient de nouveau de retour chez eux. Ces vexations répétées, qui se produisent encore aujourd'hui, ont obligé les gens à abandonner leurs maisons et leurs terres proches de la mer pour se retirer vers l'intérieur des provinces, au grand dam de la population, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la profession de marin. La terreur est toujours là, malgré la lutte contre la course, la surveillance des tours de guet (*atalayas*) et la défense militaire de la côte.

Tous ces dommages ne pourront se réparer que par la sécurité qu'apporte la paix. Sans compter la perte énorme en hommes que représentent, non seulement les enlèvements de captifs sur terre ou sur mer, mais aussi la désertion que nous enregistrons dans nos présides, quand l'on sait que pour le seul cas d'Oran, pendant ces trente dernières années, pas moins de 12.000 hommes sont passés à l'ennemi. »

- 34 En second lieu, l'auteur s'intéresse aux dommages causés par la guerre à la marine et au commerce d'Espagne.

« Si l'on part de l'hypothèse que les véritables intérêts de l'état résident dans la possession et l'entretien d'un très grand nombre d'hommes, et que les effectifs sont fonction de la facilité plus ou moins grande qu'il y a à subvenir à leurs besoins, si d'autre part l'on considère que les puissances maritimes n'obtiennent des avantages qu'en ayant beaucoup d'hommes sur les mers, il est clair que le seul trésor public ne peut à lui seul faire face à de telles dépenses sans intéresser directement les individus au profit qui résulte d'entreprises particulières. Il est donc indispensable de supprimer les obstacles qui dépendent du gouvernement.

La conclusion est, selon l'axiome indubitable que sans commerce il ne peut y avoir de marine, que l'Espagne ne peut avoir ni l'un ni l'autre en Méditerranée si elle ne fait pas la paix avec les Africains. La difficulté pour ceux qui commercent sur mer réside dans le coût des frets; et, celui qui fera le plus de bénéfices, fera aussi le plus de voyages. Or, ceci ne peut s'obtenir qu'avec le drapeau franc, les seuls ennemis

n'étant plus que les accidents des différents éléments. Notre drapeau ne peut concurrencer les autres en nombre de frets, car la guerre avec les Algériens nous oblige à n'utiliser que de la voile latine et de petites embarcations qui puissent toucher terre sur nos côtes au plus vite pour se libérer des corsaires, dont l'équipage est le triple de ce qu'il devrait être, et qui régulièrement voguent à moitié-armés. Si, pour le commerce dans nos ports, les marchands qui s'intéressent à des produits de quelque valeur se servent du drapeau neutre, que dire alors quand il s'agit d'exportation vers des pays étrangers lointains. La pêche et le nombre de marins qui composent les équipages sont de peu d'importance pour les mêmes raisons, car, si l'on allonge quelque peu les bateaux, on court le risque d'être pris en course, comme cela arrive très fréquemment.

Nous sommes privés de tout commerce avec le Levant, et une bonne partie des richesses que produit notre sol nous passe sous le nez, dans la mesure où nous exportons à peine le huitième de tous nos fruits sous bannière nationale. La course nous coûte très cher et nous soumet aux dangers à cause de l'étroitesse des eaux, et il en va de même pour l'approvisionnement de nos présides que nous transportons à partir de nos ports la plupart du temps en battant pavillon étranger. »

- 35 Le troisième volet, présenté par l'auteur, est celui des bénéfices qui résulteraient pour la population, l'agriculture, le commerce, la marine, ainsi que pour la religion, d'une paix avec les Africains, et notamment avec ceux d'Alger.

« La paix établie, tous les hameaux et villages de la côte seront repeuplés; l'agriculture s'intensifiera sur des terrains aussi fertiles; le nombre de marins augmentera et la pêche se développera; la construction navale reprendra dans tous les lieux où anciennement nous avons eu des chantiers, et la voile carrée sera adaptée; nous l'emporterons en frets sur tous les autres pays grâce à notre situation.

Nous exporterons nos produits et nous importerons tout ce dont nous avons besoin nous-mêmes. Nous pénétrerons avec grand profit dans les mers du Levant et du Nord: nos concitoyens en connaîtront tous les points, dont nous ne savons aujourd'hui que peu de choses à travers des récits équivoques, et l'expérience pratique que nous aurons d'eux nous servira pour n'importe quelle invention ou entreprise. Finalement, avec le temps, nous pourrions rétablir le nombre considérable de navires que nous avions au XVI^e siècle, à une époque où, en Andalousie seulement, il y avait 1.000 navires de haut bord.

Nous porterons jusqu'en Afrique les produits d'Espagne qui leur manquent et qu'ils estiment, et nous apporterons les grains, animaux d'élevage, cire et laine dont nous avons besoin et que nous achetons aujourd'hui à un prix très élevé, de seconde voire de troisième main. Le préside d'Oran, dont la subsistance revient chaque année entre 5 et 6 millions de réaux avec le prêt de la troupe, peut se maintenir par ses propres ressources et devenir une place commerciale utile à l'Etat, en transigeant convenablement pour faire converger jusque-là le commerce de tribus maures voisines, tel que cela se faisait dans le passé et comme le souhaitent aussi les Maures de ce beylicat. On pourra également s'étendre sur la campagne en face du préside, et il serait très important que ce fût jusqu'aux lagunes, à cause de la possibilité qu'elles offrent de former une péninsule.

Avec le seul commerce de quelques tribus, que le bon traitement et la politique ont attiré jusqu'à la place, Oran a été au siècle passé l'un des meilleurs greniers de la Méditerranée, et dans son port franc s'effectuait un commerce considérable. La place et la ville subsistaient par elles-mêmes avec un certain nombre de familles nobles et un peuple nombreux. Il n'y avait ni déserteurs ni transfuges vers le camp ennemi. Ses habitants avaient des récoltes de céréales, de légumineuses et d'autres fruits dans un district de quelques lieues, et Oran était pour ses emplois l'une des destinations les plus convoitées et son commandement se conférait aux premiers hommes de l'Etat, comme on peut le voir à travers ses archives. En sachant commercer avec les Algériens, on peut tirer plus d'avantages qu'avec le roi de

Meknès, car la Régence n'a pas son domaine soumis à une règle et abonde plus en fruits, qui nous sont nécessaires, et dont on peut tirer bénéfice dans le commerce avec les autres puissances amies. Ainsi, ces dernières ne pourraient pas rivaliser avec nous, si nous savions profiter de la plus grande occasion favorable qui nous est offerte.

Dans la paix, nous connaîtrions les intérieures de son gouvernement, et, saisissant l'opportunité que présentent certains cas de discordes et de divisions, nous pourrions détromper les Maures sur la supériorité invincible qu'ils s'imaginent que les Turcs de la Régence ont, comme s'il s'agissait presque d'une question de religion, alors qu'ils sont infiniment inférieurs en nombre aux Africains qu'ils dominent, et, en qualité, la scorie des Iles de l'Archipel. Ainsi, peut-être arriverions-nous, sans verser de sang, à détruire ou à nous rendre maîtres d'Alger. De plus, nous éviterions la perte de tant d'hommes pour l'Etat et la Religion en mettant un terme à la désertion et nous pourrions profiter de ceux qui actuellement s'y trouvent pour leur donner une fonction utile dans les colonies d'Amérique. Nous pourrions également établir la pêche du corail, très abondant sur toutes les côtes d'Afrique, et difficile pour toutes les autres nations à cause de l'éloignement. Nous éviterions, enfin, le démembrement de l'armée en cas de guerre avec les autres puissances, car celles-ci peuvent à peu de coût pousser les Africains à attaquer nos présides et affaiblir ainsi considérablement nos forces. »

- 36 Le quatrième point soulevé par l'auteur est celui des objections que l'on peut faire à la signature d'une paix avec les Africains, à savoir qu'ils sont gens de mauvaise foi qui n'ont ni parole ni scrupules, que les relations que l'on établira avec eux, les instruiront et les renforceront dans leur gouvernement, marine et commerce, leur fournissant de plus une connaissance des côtes, places et forces de l'Espagne qu'ils n'ont pas à ce jour, et, enfin, que la cour de Rome pourra être contrariée et refuser de continuer à accorder aux Espagnols les Grâces de la Bulle de la Croisade, du Subsidio et de l'Excusado²⁵, destinées à maintenir la guerre contre les ennemis de la religion catholique.

« Pour ce qui est du premier argument : il est vrai que l'on ne peut se fier aux Africains, hommes sans foi et sans parole, mais le temps que durent les traités, d'une part les Espagnols pourront de l'intérieur de chez eux mieux connaître leurs idées et leurs mouvements et, au gré des circonstances, négocier ou prendre des précautions pour les contenir, d'autre part tirer profit de tous les avantages dont jouissent leurs ennemis qui ont déjà fait la paix avec eux.

Le second inconvénient n'en est pas vraiment un, si l'on considère l'état de leur marine et de leur commerce par rapport à ceux des Espagnols, la vigilance du gouvernement espagnol qui ne les laissera pas prendre de l'extension dans ces deux domaines et le fait que L'Espagne saura tirer plus d'avantages qu'eux de la connaissance de leurs "intérieures".

Quant au troisième obstacle, il se résout de lui-même si l'on prend le problème à son origine. En 1509, Sa Sainteté Jules II accorda la Bulle de la Croisade pour que le Roi pût maintenir la guerre contre les infidèles, afin de défendre et propager Notre Sainte Foi, concédant des indulgences à tous ceux qui allaient personnellement combattre ou envoyaient d'autres personnes à leur place en les payant.

Par les bulles et facultés postérieures accordées au Commissaire Général de la Croisade, les dispenses augmentèrent, et l'on se mit d'accord sur un équivalent d'aumône en espèces versée au Trésor Public Royal pour compenser en partie les dépenses effectuées par le Roi dans l'accomplissement de la mission pour laquelle cet argent fut attribué. Le 2 mai 1560, le Pape Pie IV accorda le Subsidio, par lequel tous les ecclésiastiques d'Espagne contribuaient au maintien des galères employées dans la course contre les Maures, et bien qu'il eût initialement fixé la quantité d'argent, celle-ci fut augmentée par des bulles postérieures afin d'accroître l'armement. Le 13 mai 1575, à cause du soulèvement des Flandres et parce que le Trésor Public était ruiné par les incessantes guerres, le Pape Grégoire X accorda

l'Excusado au Patrimoine Royal. Ces deux dernières Grâces se fondent sur l'obligation qu'ont les ecclésiastiques de contribuer par leurs rentes à la défense de l'Etat où ils vivent et de la Religion que nous professons. Ces trois Grâces ont continué à exister, avec leurs respectives prorogations octroyées par les souverains pontifes postérieurs, bien que les causes premières de leur concession eussent cessé, du fait qu'il y en a toujours eu, et qu'il en existe encore de même nature.

Le système a changé, en fonction de la constitution des choses, et, en raison de Notre Sainte Doctrine, nous ne devons pas exterminer les hommes qui ne professent pas la Religion mais les persuader et les instruire pour qu'ils entrent dans la vraie croyance, ce qui ne peut se faire sans les relations et le commerce avec eux.

Il ne serait pas normal que la Cour romaine tente de changer ou de rendre plus difficile ces concessions, une fois signée la paix avec les Algériens, car ce n'est pas pour autant que cessent tous les motifs de dépenses dans la guerre contre les ennemis de la Religion que poursuit l'Espagne, en des points différents d'Europe ou d'Amérique. Et même s'il n'en était pas ainsi, Sa Sainteté prendrait en compte le fait que l'Etat et la Religion catholique souffrent plus de la poursuite d'une guerre passive et ruineuse qui cause une perte considérable d'hommes et d'intérêts, et que, grâce à la paix, on éviterait l'esclavage de nombreux fidèles infortunés, la désertion et l'apostasie de bien d'autres, sans compter que, par ce moyen, peut être augmenté le pouvoir d'un Prince et d'une Nation, qui est la principale colonne de l'Eglise, dont la doctrine peut mieux être propagée s'il y a plus de facultés et possibilités pour le faire. En outre, si jamais une négociation s'avérait nécessaire, elle pourrait toujours se mettre en place le moment venu, et nul ne doit douter de son bon succès.

Enfin, pour faire la paix, dont on ne peut plus, je pense, douter de l'utilité au vu de ce que j'ai exposé, on doit faire très attention à la manière de traiter. Il est nécessaire de connaître le caractère des Africains, la composition de leur gouvernement, la combinaison distincte d'intérêts qui se forment entre les nôtres et les Marocains ou les Algériens car il y a une différence substantielle. On doit procéder à la négociation avec la plus grande précaution et sagacité, en se servant du caractère intéressé des médiateurs maures, et en sacrifiant quelque intérêt présent pour assurer l'utilité perpétuelle qui s'ensuivra pour nous.

L'émulation commune à tous les hommes règne au plus haut degré entre les Algériens et sert d'impulsion particulière à leur gouvernement dont les maximes primordiales sont constantes et pas aussi barbares comme on le suppose communément. Le Divan²⁶ de la Régence, ainsi que tous ses individus, veillent sur leurs intérêts, et pensant qu'ils les trouveraient dans notre amitié, ils désirent faire la paix avec l'Espagne.

L'accord passé en 1765 pour solliciter notre amitié prouve ce concept. Cependant, après avoir considéré comme occasion opportune la paix que nous avons signée avec le Maroc et nommé une personne pour venir en Espagne avec cet objectif, ils ont renoncé, bien malgré eux, car on leur a assuré chez nous que le Roi ne voulait pas traiter avec la Régence. Cette rebuffade et le succès de notre dernière expédition sur Alger, selon moi, vont rendre plus difficiles quelque tentative ou pourparler de leur part en vue de la paix, et il ne me semble pas utile ni convenable que nous intentions quelque chose directement et ouvertement de notre côté.

Mais, en nous accordant de nouveau avec l'Empereur du Maroc et si possible avec Grand Turc, et en envoyant une escadre permanente composée d'un navire, de deux frégates et de trois chebeks sur la rade d'Alger pour empêcher la sortie et l'entrée de leurs corsaires, il me semble qu'ils demanderaient instamment la paix avec l'Espagne et que les Espagnols pourraient traiter avec beaucoup d'avantages pour la nation.

Il conviendrait dès à présent de s'informer sur l'état de son gouvernement intérieur et du parti qui domine dans le Divan d'Alger, de savoir si le Dey²⁷ a une femme favorite ou un sujet qui ait sa faveur et s'il s'entend bien ou mal avec l'Agha²⁸ des Turcs et Maures placés sous son commandement, d'enquêter, à travers le

gouvernement d'Oran, sur le caractère du Bey de Mascara, afin de savoir quel crédit et quelle influence il a auprès de la Régence. Puis, en fonction des résultats, il faudrait à travers les affidés travailler et développer les points qui conviennent le mieux pour attirer leur intérêt en faveur de la place. Qui plus est, tous les Maures de la campagne qui se présenteront pour servir dans les Almogávares²⁹ ou pour vendre et acheter quelque chose sur les marchés de la place devront être traités avec affabilité et bonne grâce.

On fera opportunément des cadeaux à certains, on garantira à tous qu'ils seront admis en amis, que tous ceux qui se présenteront en particulier ou en groupe recevront des munitions de guerre pour pouvoir se défendre des hordes de Maures de campagne qui essaieront de les attaquer et qu'ils seront protégés par le canon des châteaux-forts. Il conviendrait également d'envoyer dans les campagnes avec de bons prétextes les Maures de la place qui sont favorables à la paix et qui sont de la plus haute confiance, pour qu'ils assurent leurs parents et amis de notre amitié, du bon accueil qu'ils recevront dans la place, de la pleine liberté dont ils disposeront avec leurs femmes, enfants, biens et religion, et du sort meilleur qu'ils auront avec nous qu'avec les Turcs.

Si le gouverneur d'Oran agit tel qu'il convient sur ce point, il peut s'ensuivre de très bons effets, et peut-être même diviser le bey de Mascara et la Régence, comme cela s'est déjà fait au temps de Vigotillos, Sirigay et Assen. N'importe quelle résolution de ce genre, s'ajoutant à l'impossibilité de poursuivre la course, les craintes, l'émulation de la paix avec le Maroc et si possible avec la Porte, obligerait, me semble-t-il, les Turcs de la Régence à rechercher notre amitié ardemment et à tout prix. »

- 37 Si ce document nous dit assez les raisons politiques et économiques de la présence des Espagnols dans les Régences de Berbérie, il nous renseigne aussi sur la vision qu'ils ont d'eux-mêmes et des autres, de la supériorité que ressent l'Espagnol et le chrétien vis-à-vis du Maure et du musulman. Voyons de plus près les pensées et les comportements des Espagnols vis-à-vis non seulement des Tunisiens mais aussi des autres Européens.

III – Limites du cosmopolitisme Mépris de l'Africain, du Tunisien et du musulman

- 38 Dans toute la correspondance, quand on parle des Tunisiens, c'est toujours en disant « *ces gens-là* » (*estas gentes*). Par exemple :

« Ces gens-là sont très méfiants et soupçonneux »³⁰; « Ces tunisiens ont la tête et l'estomac dur ». On parle de « leur humeur impatiente et de leur sourde avarice »³¹. On considère que « même si cette Régence est plus pacifique et procède en toutes les choses avec plus de tact que celle d'Alger, il est nécessaire de prendre en compte que finalement, ce sont des Africains, et qu'ils trahissent facilement la foi et la parole donnée. »

- 39 Et le diplomate espagnol d'ajouter :

« une longue expérience de cinquante ans m'a donné à connaître le caractère inconstant et versatile des Africains. »³²

- 40 A propos du Bey, qui se refuse à rendre un chebek d'Ibiza pris illégalement par un corsaire tunisien avec tout son équipage alors qu'ils se trouvaient près des côtes de cette même île³³, le chargé d'affaires espagnol Suchita dit :

« bien qu'il soit plus accommodant que celui d'Alger, s'il s'obstine, nul ne peut lui faire entendre raison » et « il a démontré à cette occasion être lui aussi mahométan et il y a bien peu de bon à prendre chez eux ». ³⁴

- 41 Quand, le 8 février 1792, le Bey est victime d'un attentat, perpétré par trois jeunes renégats géorgiens âgés de 16 à 18 ans, c'est parce que tous les musulmans -ou presque- sont homosexuels :

« Le motif d'une révolution si téméraire chez ces jeunes gens se comprend aisément si l'on considère l'extravagante propension mahométane au vice le plus contraire et répugnant à la nature humaine. »³⁵

La peur de la déstabilisation politique

- 42 Dès que l'on apprend l'échec de la tentative d'assassinat du Bey, c'est le soulagement et la liesse parmi les Européens, les Grecs et les Juifs. Pour remercier le Très Haut d'avoir préservé la vie du Bey de façon presque miraculeuse, ils fêtent l'événement par des actions de grâce, des aumônes et des œuvres de charité. Ainsi :

« la nation espagnole qui, aux dires du consul, ne se reconnaît en rien inférieur aux autres, les a devancées toutes dans l'expression de l'allégresse publique et de la reconnaissance publique envers l'Etre Suprême. »

- 43 Le consul s'est distingué entre tous en distribuant beaucoup de pain et de viande à tous les pauvres et aux esclaves chrétiens, en donnant de nombreuses aumônes aux prisonniers, en payant le rachat d'un esclave chrétien et en célébrant une messe avec *Te Deum* dans la chapelle de l'hôpital des trinitaires espagnols.

- 44 Dans ses missives, le consul explique également la vraie raison de toutes ces manifestations :

« Et ce qui a été fêté, ce n'est pas seulement la vie sauve du Bey, mais que nous ayons échappé au grand danger qu'irréremédiablement nous aurions couru s'il était mort, à la possibilité de nous voir dépouillés et maltraités par l'innombrable vile canaille qui compose la majeure partie de ce peuple, au milieu de l'anarchie qui aurait nécessairement régné tant que les princes prétendants ne se seraient pas mis d'accord entre eux, soit pacifiquement, voie apparemment peu probable, soit par les armes, cédant ainsi le trône au plus fort. »

Méfiance et discorde entre les diplomates

- 45 De consulat à consulat, les relations pouvaient vite s'envenimer. Alors que Tunis et Venise n'arrivent pas à trouver un compromis pour signer la Paix, en 1788,³⁶ le Bey, après avoir fait fermer le consulat de Venise, récupère les locaux dans les trois jours qui suivent et les cède aux Espagnols pour qu'ils installent leur propre consulat.

- 46 Le chargé d'affaires vénitien réagit violemment, tient les Espagnols pour responsables, et va même jusqu'à les accuser d'avoir soudoyé le Premier ministre tunisien en lui donnant 400 pesos forts. Comme ce dernier l'apprend, il s'en faut de peu qu'il ne lui fasse donner 500 coups de bâtons et qu'il ne l'oblige à quitter le pays. Le Premier ministre confie à Don Manuel Buzarán, qui a eu à souffrir de l'accusation portée par la plume acerbe du Vénitien, que c'est ce qui lui arrivera s'il se mêle de nouveau à de telles affaires. Et, l'Espagnol d'ajouter dans sa lettre, à propos du Vénitien :

« C'est un homme mal intentionné, et tout le monde le tient pour tel dans le pays. »

- 47 A part quelques exceptions, comme le mariage du diplomate espagnol Jaime Soler avec la fille du consul de Hollande Arnold Henry Nyssen³⁷, les relations entre les membres des différents consulats étaient loin d'être simples et amicales. C'est ce que nous confirme Suchita, lorsqu'il devient Consul d'Espagne :³⁸

« Dans cette ville les consuls sont pleins d'étiquette et d'orgueil avec leurs épaulettes militaires. »

- 48 Et, pour ne pas être en reste, il demande lui aussi :

« qu'avec le titre de consul, on lui accorde celui de délégué pour la paix, honneur qu'il espère obtenir aussi de la bénignité de Son Excellence Floridablanca. »

- 49 Le meilleur exemple des rapports conflictuels qui existaient entre les différentes représentations étrangères, et qui avaient leur source dans la prééminence qu'il fallait respecter vis-à-vis des uns et des autres, nous le rencontrons lors de l'inauguration de la maison consulaire espagnole le 12 novembre 1792, jour anniversaire du roi Charles III.³⁹
- 50 Ce jour-là, où l'on hisse le drapeau royal, une messe chantée est célébrée pour tous les catholiques et y assistent le consul et les commerçants français, le commandant et les officiers de la frégate française présents à cette date-là, ainsi que d'autres habitants chrétiens de Tunis. Cette manifestation est suivie d'un banquet, auquel sont conviés également les consuls protestants de la place. Et c'est là que surgit le premier problème : le consul d'Angleterre refuse l'invitation, car on lui refuse à table la place d'honneur. Le consul espagnol explique que :
- « sa demande est contraire à ce qui s'est toujours observé à Tunis, à savoir que l'Espagne a toujours donné la préférence à la France, et vice-versa. »
- 51 Le soir, il y a un dîner et un bal auxquels assistent les autorités tunisiennes : le Premier ministre, Mustapha Khodja, le Grand douanier, Ben Ayed, les Kayas⁴⁰ de Bizerte et de Porto Farina, le Cheikh de la médina⁴¹, ainsi que de nombreuses autres personnalités de la Régence. Le consul d'Espagne fait remarquer à Aranda⁴² le grand honneur que le Premier ministre a fait à l'Espagne en venant personnellement aux festivités :
- « car, en quinze ans qu'il occupe cette fonction, il n'a jamais été à aucune fête donnée par les chrétiens de Tunis, et tous se sont étonnés, non seulement de sa présence, à cause de son âge avancé et de ses habituelles maladies⁴³, mais aussi de sa constance, puisqu'il est resté avec sa brillante suite de huit heures du soir à trois heures et demie du matin. »
- 52 Et le ministre de renchérir en ajoutant que :
- « certains se sont plaints de la distinction qu'il a faite en venant ici, alors qu'il a refusé de se rendre dans les autres maisons consulaires, et que celui qui est le plus mécontent, c'est le consul intérimaire de Venise qui, l'ayant supplié à plusieurs reprises de lui faire la grâce d'assister à des manifestations similaires dans sa maison consulaire, a toujours essuyé un refus. »
- 53 Les susceptibilités liées aux problèmes de protocole ne s'arrêtent pas là et touchent même les Français, qui ont pourtant été honorés lors de la fête. Comme la frégate française est sur le point de reprendre la mer, le consul d'Espagne envoie un billet à son homologue français lui demandant la permission d'accompagner le commandant et les officiers pour prendre congé de lui. Il lui est répondu que quelques raisons empêchaient de recevoir les Espagnols :
- « Le pavillon national de France, authentiquement reconnu par Sa Majesté Catholique, non seulement ne flottait pas à la place d'honneur qu'occupait l'ancien pavillon blanc, mais même il n'y a pas paru du tout, tandis que ce dernier battait à bas bord (il est vrai) parmi les pavillons des autres nations. En considérant l'union qui subsiste entre l'Espagne et la France, et l'accueil que vous avez fait à tous les Français invités dans les fêtes brillantes que vous avez donné, et les distinctions que vous m'y avez fait et accordé personnellement malgré les prétentions du consul anglais, je ne puis qu'être persuadé que Monsieur le Consul d'Espagne est un ami de la nation française. »
- Les tensions inter-communautaires
- 54 Les intérêts économiques étant au centre des relations inter-communautaires, la méfiance était de mise entre Européens, Juifs et négociants des autres nations. C'est ce que nous explique Don Pedro Suchita, chargé de faire la paix entre l'Espagne et Tunis :

« Nous avons dans cette ville de nombreux envieux, notamment parmi les commerçants français. Il est de notoriété publique dans la ville que, depuis le début de nos tractations pour la paix, Français, Juifs et négociants d'autres nations, n'ont cessé de comploter et de médire contre nous. Ils craignent tous que nos nationaux ne viennent troubler leur commerce, établi depuis si longtemps, et plus spécifiquement celui de la laine et du vermillon qui sont très chers à cause de la grande demande qu'il y a ici, s'imaginant que s'ils viennent de première main leur prix chutera. Et, bien que le consul de France soit un gentilhomme très honorable et désireux de trouver l'occasion de nous favoriser, comme les Français sont anciennement établis dans cette ville, il lui sera très difficile de les contenir. Cependant, comme nous avons le gouvernement tunisien de notre côté (...), ils n'arriveront à rien, même s'ils travaillent en cela. »⁴⁴

- 55 Ces tensions pouvaient prendre des formes beaucoup plus agressives entre d'autres ethnies.
- 56 Nous sommes le 7 janvier 1794, deux Turcs entrent en querelle avec un groupe de Maures marocains à propos d'une charge de charbon. L'un de ces derniers a l'extrême audace d'outrager publiquement l'un des Turcs en paroles. Offensé, le Turc tire son yatagan et lui porte un coup mortel. Les Maures marocains, armés de couteaux, bâtons et pierres, se lancent à la poursuite des deux Turcs. Ces derniers se réfugient au consulat d'Espagne, qui se trouvait sur leur passage, et les Turjumâns⁴⁵ ont toutes les peines du monde à contenir le torrent des assaillants, mais ils ne laissent entrer personne.
- 57 Le consulat est assiégé pendant 24 heures, et la foule au dehors est de plus en plus importante et menaçante. Le Bey envoie deux de ses gardes pour se saisir des Turcs, mais le consul refuse de les leur remettre avant d'avoir parlé personnellement au Bey. Les deux hommes conviennent que, la nuit venue, les Turcs sortiront discrètement du consulat. Le plan ne peut s'exécuter car des gardes maures sont partout en faction, dans les rues, sur les terrasses et les toits des habitations voisines, et le consul doit faire appel au Cheikh de la médina pour qu'il les fasse retirer. Le consul promet de les conduire personnellement jusqu'au Bey le lendemain.
- 58 Dès qu'ils arrivent, le Bey rend la liberté aux Turcs, sans leur imposer le moindre châtement, alors qu'il tourne sa colère contre les Maures marocains, qui n'ont pas eu confiance en sa justice, et les expulse de la Régence. Le consul d'Espagne présente l'affaire comme un succès diplomatique, mais il est fort à parier que le dénouement aurait été tout autre, si les rôles avaient été inversés, et si le mort avait été turc.⁴⁶
- 59 Autre exemple : l'agression quasi permanente que vivent les Maltais à Tunis. Le 5 mars 1797, le Prince de la Paix (Godoy), envoie au consul d'Espagne, Jaime Soler, un Ordre écrit et signé de sa main l'enjoignant de prêter aux sujets du Grand Maître de l'Ordre de Malte toute l'aide, tout l'appui et toute la protection dont ils auraient besoin. Le consul lui fait savoir⁴⁷ que le problème qui se pose :
- « c'est que la majeure partie des Maltais établis en Berbérie possède des tavernes et se consacre au commerce du vin, activité interdite dans cette Régence, mais tolérée par la connivence de ces mêmes employés du gouvernement qui, alors qu'ils sont chargés de surveiller et de réprimer cette branche, acceptent d'importants cadeaux et favorisent la contrebande. Voilà pourquoi tous les taverniers sont soumis à toutes sortes d'insultes, d'abus, de vexations et d'actes de violence, non seulement de la part des Turcs et des Maures qui vont boire dans leurs établissements, mais aussi de la part de ceux-là mêmes qui contribuent à la contrebande. Ainsi, aucun consul ne veut ni ne peut les aider, même s'agissant de ses propres nationaux, car, dans le cas contraire, il se mettrait en situation délicate vis-à-vis du gouvernement, sans pouvoir être d'un quelconque profit pour l'injuré. »

Les tensions intra-communautaire

- 60 Les problèmes politiques qui survenaient en Europe trouvaient leur écho à Tunis. Ainsi, suite à l'exécution de Louis XVI (21 janvier 1793), la communauté française se scinde en deux. Certains commerçants français se réunissent et font des assemblées, imitant en cela « *l'inique et destructrice Convention de Paris* », aux dires du consul d'Espagne.⁴⁸ Le 10 juin 1793, ils se rassemblent pour faire un procès à certains de leurs compatriotes : le vice-consul, trois commerçants et le médecin de Mustapha Khodja sont déclarés royalistes (*aristocráticos*).
- 61 Le 15 juin, le Bey envoie deux renégats avec l'ordre précis de déchirer et brûler tous les papiers relatifs à cette affaire et qui auraient été mis dans le livre de la chancellerie. Il interdit aux Français d'user dorénavant de telles réunions, et les menace de les jeter hors de ses domaines s'ils récidivent. Le Bey est « *très irrité contre eux, car ils ont eu l'horrible audace (avilantez) d'ôter la vie à leur bon roi que ce Bey estimait beaucoup* », selon le consul d'Espagne, qui s'empresse d'ajouter :
- « De telles assemblées sont chose très ridicule, non seulement parce qu'elles sont composées de négociants, de patrons de bateaux, de coiffeurs, de cuisiniers, de boulangers et, en un mot, de n'importe quel Français, mais aussi parce qu'elles n'observent aucun ordre ni aucune dignité (*decoro*), de sorte que, d'une telle réunion de sujets, on ne peut attendre autre chose. »

Conclusion

- 62 Cosmopolitisme ou communautarisme à Tunis à la fin du XVIII^e siècle ? C'est la question que l'on peut se poser. D'une part, la population est soigneusement stratifiée et compartimentée ; d'autre part, les éléments qui viennent de l'extérieur, comme les Espagnols, n'ont qu'une idée, celle de favoriser le commerce avec leur pays d'origine et de marquer politiquement leur présence en Méditerranée.
- 63 Si les Espagnols vivent indifféremment dans tous les pays, ils vivent selon leur mode de vie, leurs idées et leurs principes, bref selon des *a priori*, et ils s'accommodent difficilement de tous, même des autres Européens chrétiens censés être plus proches d'eux.
- 64 Le cosmopolitisme à Tunis à la fin du XVIII^e siècle apparaît donc comme un cosmopolitisme d'intérêts politiques et économiques et les limites du cosmopolitisme se trouvent précisément dans les raisons de celui-ci.

NOTES

1. - Population arabe citadine, différente de ceux que l'on appelle Arabes, qui vivent à la campagne (=Bédouins).
2. - Turcs levantins, dont certains pouvaient avoir une origine chrétienne grecque, albanaise ou slave (=renégats).
3. - Fils et descendants d'un mariage mixte entre un Turc et une autochtone. Du Turc *kulogullari* =fils de soldat.

4. - Ce présent travail se fonde sur la documentation consulaire espagnole près les Régences qui se trouve aux Archives d'Histoire de Madrid : Archivo Histórico Nacional (A.H.N.), Estado, Túnez, Correspondencia diplomática (1784-1799) leg. 4802, Correspondencia y varios (1787-1801) leg. 4686-87, Tratado de paz, amistad y comercio (1791) leg. 3370 carp. 5/1./ Argel, Paz (1786-1793) leg. 3613.
5. - Rappelons qu'à partir de 1534, date de la prise de Tunis par le corsaire Khayr al-Din, déjà maître d'Alger et vassal du sultan de Constantinople, cette région fut le théâtre de la lutte entre Espagnols et Turcs : Charles Quint reprit Tunis l'année suivante pour restaurer la monarchie hafside de Mouley Hassen, mais surtout pour installer une puissante garnison espagnole dans la citadelle de La Goulette ; Mahdia, prise par les Espagnols en 1550, fut reprise par les Ottomans en 1554 ; l'expédition espagnole contre Jerba en 1560 s'acheva sur un échec ; le beylerbey (=gouverneur) d'Alger, Euldj Ali, se rendit maître de Tunis en 1569 ; deux ans après Lépante, en 1573, Don Juan d'Autriche reprit la ville, consolida les forces de La Goulette et construisit même un nouveau fort (*Nova Arx*), mais, abandonné par Philippe II, il dut céder la place un an plus tard aux Turcs. Voir, entre autres, Paul Sebag, *Tunis : Histoire d'une ville*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, 1998.
6. - Le bey Husayn Ben Ali, lui-même petit-fils d'un renégat grec, eut un fils d'une Génoise, capturée par les corsaires et dont il avait fait sa femme. En 1710, il obtint d'une assemblée de juristes et de notables le principe de la transmission de la charge par ordre de primogéniture. Paul Sebag, *op. cit.*, p.206.
7. - Titre donné à un chef militaire, à un chef de tribu.
8. - Esclaves chrétiens, notamment Géorgiens, convertis en bas âge à l'Islam, élevés dans le palais beylical et d'une entière dévotion à leur maître.
9. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia y varios (1787-1801) leg. 4686-87. Notons à propos de ce document que si les questions posées semblent être celles de l'abbé de Raynal, les réponses sont anonymes. Venture de Paradis répond aussi aux huit premières, mais de façon plus détaillée. Voir : Jean-Michel Venture de Paradis, *Tunis et Alger au XVIII^e siècle*, Mémoires et observations rassemblés et présentés par Juseph Cuoq, Paris, La bibliothèque arabe Sindbad, 1983, pp. 25-74.
10. - 4.000, comme au XVII^e siècle, selon Paul Sebag, *op. cit.*, p.212.
11. - Habitants des campagnes, Bédouins.
12. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Tunis du consul d'Espagne Suchita du 9 juillet 1793. En 1793, il y avait à Tunis 13 maisons de commerce.
13. - Individus ou familles ? Le document est loin d'être précis : parfois, il nous parle de familles, d'autres fois d'individus.
14. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Tunis de Don Pedro Suchita à Floridablanca de 1787. Pour plus de précisions sur le commerce entre l'Espagne et la Régence de Tunis à cette époque, voir ma communication : « Le commerce de la Régence de Tunis à la fin du XVIII^e siècle. Les échanges hispano-tunisiens », Colloque franco-tunisien à la mémoire de Béchir Tlili sur *Les échanges en Méditerranée*, Jerba, 19 et 20 décembre 2003, actes à paraître.
15. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Suchita à Floridablanca de novembre 1793. Rappelons qu'à cette date-là l'Espagne et l'Angleterre sont en guerre avec la France, ce qui explique les prises corsaires des uns et des autres.
16. - Commandant d'un corsaire. La grande majorité étaient des renégats.

17. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Suchita au Duc d'Alcudia du 12 décembre 1793. Pour cela, le consul leur remettait un « *para avanti* ».

18. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Pedro Suchita à Floridablanca, 15 juillet 1788. A cette époque-là, les trêves entre Tunis et Venise étaient rompues, ce qui explique la prise du bateau vénitien par le corsaire tunisien.

19. - Pour plus de précisions sur les règles de la course, voir mon article : « La Régence de Tunis et l'esclavage en Méditerranée à la fin du XVIII^e siècle d'après les sources consulaires espagnoles », *L'Esclavage en Méditerranée à l'Epoque Moderne*, Cahiers de la Méditerranée n°65, décembre 2002, pp. 77-98.

20. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Tunis de Don Manuel Ventura Buzarán à Floridablanca, 12 octobre 1787.

21. - *Ibid.*, Lettre à Floridablanca où le père trinitaire expose ce qui se passe à Tunis.

22. - Ils regardent s'ils sont circoncis, c'est-à-dire s'ils ont renié. / Le Bardo est l'endroit où se trouve le palais du Bey à Tunis.

23. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, leg. 4802, Lettre de Suchita à Floridablanca du 20 mars 1787.

24. - A. H. N., Estado, Argel, Paz, 1786-93, legajo 3613, « Dictamen fundado sobre la necesidad política que tiene la monarquía de establecer la paz con los Africanos principalmente los Argelinos tanto por los perjuicios que sufre en la guerra como las ventajas de que carece con el modo de procederse a la negociación para conseguir el fin sin desaire de la Majestad. » A ce propos, il convient d'ajouter que « l'offense » faite au roi d'Espagne vient du fait que le pays doit « acheter » sa paix avec les Régences, comme tous les pays considérés comme « mineurs », alors que la France et l'Angleterre n'ont pas à verser d'argent, si ce n'est l'octroi de « cadeaux ».

25. - Ces Grâces (appelées les Trois Grâces) étaient des indulgences accordées par le pape et les évêques au roi d'Espagne pour la lutte contre les infidèles. Les paroissiens qui prenaient la bulle de la sainte croisade (Bula de la Santa Cruzada) recevaient une indulgence plénière et étaient autorisés à manger des œufs ou des abats en Carême et le samedi. Les sommes collectées furent accordées à la monarchie espagnole au moment de la guerre de Grenade et, quelques années plus tard, cet impôt ecclésiastique devint un revenu permanent de la Couronne. Le Subsidio, payé par le clergé espagnol au roi, était une taxe égale au dixième de tous les revenus ecclésiastiques. L'Excusado/escusado était le produit des dîmes payées par la troisième famille en importance dans chaque paroisse, auquel vint s'ajouter, à partir de 1571, celui de la première famille. Voir : Sebastián de Covarrubias, *Tesoro de la Lengua Castellana o Española* (1611, 1674), Ed. Alta Fulla, Barcelona, 1989; *Diccionario de Autoridades* (1726), 3 t., Ed. Gredos, Madrid, 1990; Annie Molinié-Bertrand, *Vocabulaire historique de l'Espagne classique*, Paris, Nathan Université, Langues 128, 1993.

26. - Ou « *dîwân* » : Conseil de gouvernement.

27. - Titre donné au chef de l'odjak d'Alger, c'est-à-dire au chef du corps d'armée des janissaires.

28. - Titre donné à des personnalités de haut rang, notamment au commandant des janissaires.

29. - Troupe d'élite utilisée pour les incursions en territoire ennemi.

30. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, Leg. 4802, Lettre de Tunis de Suchita à Anduaza de juillet 1791.

31. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Suchita à Anduaza du 24 août 1792.

32. - *Ibid.*, Lettre de Suchita à Floridablanca du 18 février 1790.
33. - *Ibid.*, Lettre de Suchita à Floridablanca du 10 juin 1791. Le 3 mai 1791, le bateau espagnol, avec 11 hommes à bord, était sorti de Santa Eulalia pour se rendre dans la petite île de Tacomaca, qui se trouve à deux lieues et demie d'Ibiza pour chercher du bois, et, comme il ne s'éloignait pas des côtes espagnoles, l'équipage ne portait ni passeport ni documents d'aucune sorte. Selon les Espagnols, le bateau aurait été arraisonné par le corsaire tunisien près des côtes d'Ibiza, à « *une distance d'un tir de pistolet* », donc en eaux territoriales espagnoles, ce qui rendait sa prise illégale. Le corsaire tunisien, quant à lui, prétend que la prise est bonne car le bateau se trouvait à « *30 milles* » d'Ibiza. Suchita intervient auprès du Bey pour que bateau et équipage soient rendus. A propos des règles de la course, voir : « *La Régence de Tunis et l'esclavage...* », art. cit.
34. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Suchita à Anduaza de juillet 1791.
35. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Suchita à Floridablanca du 18 février 1792.
36. - *Ibid.*, Lettre de Don Manuel Ventura Buzarán à Floridablanca du 8 février 1788.
37. - *Ibid.*, Lettre du lazaret de Mahón (Minorque) du comte de Cifuentes à Floridablanca du 17 novembre 1784 et lettre de Madrid de Floridablanca à Cifuentes du 28 décembre 1784.
38. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Pedro Suchita à Floridablanca du 23 août 1791.
39. - *Ibid.*, Lettre de Tunis de Suchita à Aranda du 12 décembre 1792.
40. - Lieutenants du Bey.
41. - Superintendant de police de la ville de Tunis, il s'occupe de l'ordre et de la levée des impôts.
42. - Comte d'Aranda (1718-1798), diplomate espagnol, président du Conseil de Castille et ministre de Charles III.
43. - Il souffre de la goutte.
44. - *Ibid.*, « Barcelona, a bordo del bergantín Infante, 5 de abril de 1787, Don Manuel Ventura Buzarán trae un pliego de Don Pedro Suchita y una carta para Vuestra Excelencia (Conde de Floridablanca) del ministro principal de Túnez, Mustafa Coggia, sobre la negociación de nuestra paz con aquella Regencia, Carta de Don Pedro Suchita... ».
45. - Huissiers-introducteurs. « Truchimanes », dans le texte espagnol.
46. - A propos de la différence de traitement, Venture de Paradis souligne « ce serait aux yeux du gouvernement digne d'une punition exemplaire, si un Maure levait la main sur un Turc auquel il aurait pris la fantaisie de le battre. Dans un pareil cas, à peine lui est-il permis d'en venir aux plaintes et, s'il n'a pas deux fois raison, il risque d'être bâtonné. » *Op. cit.* p. 63.
47. - A.H.N., Estado, Túnez, Correspondencia consular, Leg. 4802, Lettre de Tunis du consul Jaime Soler au Prince de la Paix du 10 juin 1797.
48. - Leg. 4802, Lettre de Tunis de Suchita au Duc d'Alcudia (Premier Secrétaire d'Etat depuis janvier 1793) du 16 juin 1793. Il faut noter à propos du procès et de la condamnation à mort de Louis XVI que le roi d'Espagne, son cousin, ne pouvait rester impassible : « La Contre-Révolution usa finalement de la corruption pour tenter de fléchir les Conventionnels : 2.300.000 livres furent répandues par l'ambassadeur d'Espagne, sans autre effet que d'amenuiser la majorité de ceux qui resteraient désormais marqués par leur vote comme *les régicides*. » Louis Bergeron, *Le monde et son histoire, Les révolutions européennes et le partage du monde, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1972, p.168.

RÉSUMÉS

Maures, Turcs, Kulughlis, Juifs, Grecs, Européens : voilà la composition ethnique de la Régence de Tunis à la fin du XVIIIe siècle. Ce mélange pluriethnique, de religions et de nations fait de Tunis un lieu de cosmopolitisme. Loin des idéaux de cosmopolitisme des intellectuels du Siècle des Lumières, le cosmopolitisme à Tunis est un cosmopolitisme d'intérêts politiques et économiques qui engendrent parfois, sur le terrain, des tensions inter et intra-communautaires. Les limites du cosmopolitisme se trouvent précisément dans les raisons de celui-ci.

Moors, Turks, Kulughlis, Jews, Greeks and Europeans were the ethnic groups that made up the Tunis Regency at the end of the 18th century. This mixture of races, religions and nations made Tunis a cosmopolitan city. Far from cosmopolitan ideals of the Age of Enlightenment intellectuals, the cosmopolitan trend in Tunis was motivated by political and economic interests that sometimes generate tensions within and between communities. The reasons behind this cosmopolitan outlook are thus the causes of its limitations.

Moros, Turcos, Kulughlis, Judíos, Griegos, Europeos : aquella fue la composición étnica de la Regencia de Túnez a finales del siglo XVIII. Aquella mezcla de razas, de religiones y de naciones hizo de Túnez un lugar de cosmopolitismo. Lejos de los ideales de cosmopolitismo de los intelectuales del Siglo de las Luces, el cosmopolitismo en Túnez fue un cosmopolitismo de intereses políticos y económicos que a veces acarrió, en el terreno, tensiones entre las diferentes comunidades y en el interior de las mismas. Los límites del cosmopolitismo se encuentran precisamente en las razones de éste.

INDEX

Mots-clés : cosmopolitisme, Tunis, Régence, tensions communautaires

AUTEUR

MARIA GHAZALI

C.M.M.C - Université de Nice